

Le rapt des réserves naturelles de Gaza par Israël :

LE GAZ

Par Peter Eyre



La plate-forme gazière Mari B près de Gaza

En l'an 2000 on a découvert du gaz près des côtes de Gaza. La grande majorité de cette ressource vitale se trouve dans l'aire marine de Gaza. D'emblée Israël a décidé qu'il voulait le champ tout entier pour ses propres objectifs, ayant décidé de passer au gaz naturel comme combustible principal pour ses centrales d'énergie et son industrie.

Deux projets furent initialement ébauchés :

* acheminer le gaz par gazoduc sous-marin vers El Arish (Egypte) et ensuite par gazoduc sous-marin vers Ashkelon (en le faisant passer pour du gaz égyptien).

* Acheminer le gaz directement vers Ashkelon.

En décembre 2007, le groupe BG s'est retiré des négociations avec le gouvernement israélien pour la vente de gaz de l'aire marine de Gaza à Israël. En janvier 2008, le groupe BG fermait ses bureaux en Israël et poursuivait l'étude des options pour la commercialisation du gaz. A mon avis, le rapport des parts entre toutes les parties était très déséquilibré, avec la Palestine ne conservant que 10%.

Vers la mi-2008, BG avait signé avec l'Egypte pour acheminer tout l'approvisionnement vers l'Egypte puis le transformer en gaz naturel liquéfié (GNL), ensuite envoyé aux USA

ou en UE par méthaniers. C'était pour Israël un désastre car il avait un gros besoin du gaz pour satisfaire aux exigences de fourniture après la décision de passer au gaz naturel.

L'autre problème était que pendant ces discussions, la bande de Gaza était passée sous le contrôle du Hamas, ce qui compliquait encore la possibilité d'un accord. En juin 2008 Israël était sur le pied de guerre avec Gaza avec la ferme intention de chasser le Hamas de la bande afin d'essayer de sauver quelques meubles de l'échec de ce marché. C'est à cette époque que l'ex ministre britannique Tony Blair s'impliqua en tentant de faire revenir BG et Israël à la table de négociations. BG répondit et retourna en Israël pour des pourparlers urgents, abandonnant le marché avec l'Egypte.

Le gouvernement israélien décida alors que l'attaque sur Gaza devait être remise puisque toute activité pouvait menacer les pourparlers entre BG, Israël et l'AP. Malheureusement, une fois encore les négociations échouèrent et BG continua d'examiner d'autres possibilités. A la fin de l'année, Israël avait changé d'avis sur son entrée à Gaza pour chasser le Hamas, moyennant quoi il serait en bonne position pour mettre la main sur ces vastes réserves marines.

La tentative de mainmise sur Gaza échoua, résultat direct du courage et de l'esprit du Hamas ainsi que d'une condamnation internationale. Nous avons maintenant une situation où le peuple de Gaza/Palestine possède cette incroyable richesse marine mais est incapable de l'acheminer à terre.

Bombardement israélien sur Gaza

Nous lisons bien des choses sur l'aide financière promise par tant de gouvernements, mais où reste cette aide et en en a-t-on vraiment besoin ? La réponse est non, tout simplement, car Gaza a toute la richesse du monde dans ses réserves de gaz naturel sous-marin.

Gaza a besoin d'aide urgente à court terme en fournitures médicales et en infrastructures de base pour se remettre sur pied. Il a besoin d'une aide significative pour son infrastructure sanitaire afin de remédier aux conséquences directes des bombardements israéliens et de leur utilisation d'armes recelant des composants d'uranium. Il va maintenant se produire une augmentation progressive des cancers, diabètes et complications périnatales. Gaza a également besoin d'eau de bonne qualité et de ravitaillement de base ; mais surtout il a besoin d'aide pour rétablir et assurer la maintenance de son système d'eaux usées qui s'est totalement effondré.

N'est-il pas étrange qu'à présent les eaux usées doivent être déversées dans la mer en conséquence directe du blocus israélien ? Qui en Israël pourrait imaginer que nager le long de ses belles plages constitue à présent un risque sanitaire ? Sont-ils même capables d'imaginer le volume d'eaux usées d'un million et demi de personnes ... Je pense que pour la seule année dernière il s'agissait de 16 milliards de litres pour la région. Cette année, le système s'est totalement effondré et c'est pourquoi la mer est la seule

réponse. Les courants de marées emporteront toute la pollution vers le Nord le long du beau littoral israélien. Comme on dit, ce qui va partout revient partout.

Maintenant que nous comprenons tous pleinement ce qu'il y a derrière le conflit Israël-Gaza, nous devrions poser la question : où sont les Nations Unies et que font-elles à ce sujet ? Elles ont été très rapides à répondre à l'attaque disproportionnée d'Israël contre Gaza. Elles ont été très rapides à constituer une équipe sur les crimes de guerre à Gaza, mais qu'en est-il de l'interminable problème de l'exploitation des ressources naturelles de Gaza et de la Palestine et de ces frontières dites contestées qu'elles connaissent depuis tant d'années ? Rafrâchissons-leur quelque peu la mémoire !

L'UE et le Conseil de sécurité de l'ONU ont un rôle éminent à jouer dans l'application et la régulation du droit dans la région. Israël devrait être condamné par la communauté internationale pour ses graves violations du droit international concernant l'exploitation des ressources naturelles dans les Territoires occupés. Le mépris flagrant de ce pays par rapport aux règlements internationaux prononcés n'a fait qu'accroître la dépendance palestinienne vis-à-vis des fournitures de pétrole. Israël viole également les Accords d'Oslo qu'il a manipulés à son propre avantage.

La Résolution 1803 (XVII) du 18 décembre 1962 déclare le droit des peuples/nations à la souveraineté est permanente sur leurs ressources/richesses naturelles.

La Résolution 3005 (XXVII) du 15 décembre 1972 :

Affirme le principe de souveraineté de la population de territoires occupés sur leurs richesses et ressources naturelles et demande à tous les états, organisations internationales et institutions spécialisées de n'accorder ni reconnaissance, ni concours, ni aucune aide à toutes mesures prises par la puissance occupante pour exploiter les ressources des territoires occupés ou pour modifier d'une façon quelconque la composition démographique, le caractère géographique ou l'organisation institutionnelle de ces territoires ;

Affirme le droit des Etats arabes et des peuples dont les territoires sont sous occupation étrangère à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles ;

Réaffirme que toutes les pratiques entreprises par Israël pour exploiter les ressources humaines et naturelles des territoires arabes occupés sont illégales et demande énergiquement à Israël de mettre immédiatement un terme à ces mesures ;

Affirme le droit des états et peuples arabes dont les territoires sont sous occupation israélienne à la restitution et à une pleine indemnisation pour l'exploitation, la spoliation et les dommages dont ont fait l'objet les ressources naturelles ;

La Résolution No. 3175 (XXVIII) 17 décembre 1973 :

Affirme le droit des arabes à la souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés.



Frontières maritimes internationales

La carte ci-dessus montre les frontières maritimes internationales de l'ONU mais ne donne aucune référence aux eaux palestiniennes de Gaza.

Les frontières contestées : l'ironie est que l'ONU reconnaît qu'il existe une frontière internationale contestée (comme le montre la carte), mais alors pourquoi ne fait-elle rien à propos de toutes les violations ci-dessus ou ne s'intéresse-t-elle pas à ces frontières internationales réputées contestées ?

Il est évident que malgré la condamnation de ces cas par l'ONU, celle-ci ne met aucune force réelle dans sa capacité à accomplir son devoir. On peut espérer que l'ONU ne marche pas dans les traces de son prédécesseur, la Ligue des Nations, qui a lamentablement échoué.

La carte ci-dessous montre plusieurs champs de gaz naturel dans ou sur la frontière contestée entre Gaza et Israël que j'ai redessiné en blanc, qui est la limite 12 + 12 (qui devrait s'appliquer à Gaza) et la zone rouge étendue qui devrait être leur ZEE. La zone est riche en gaz et je crois aussi qu'il y a du pétrole brut en profondeur sous ces champs. La carte n'est pas à l'échelle mais donne une idée de la proximité des ressources. Comme on le voit, il y a beaucoup plus de territoire disponible en offshore s'il pouvait légitimement revendiquer sa propre ZEE (qui est applicable à n'importe quel autre pays).



Réserves en offshore

On voit bien sur quoi porte tout ce différend. Comment pouvons-nous, communauté internationale, ou comment l'ONU peut-elle se contenter de permettre à Israël de violer les ressources naturelles de Gaza/Palestine ? Il est évident que l'un des champs ci-dessus appartient à Gaza et se trouve en plein milieu de sa zone (Gaza Marine 1&2). Celui au nord (à cheval sur la frontière) appartient conjointement aux deux, même si Israël le revendique pour lui seul (Noa & Noa sud), et puis nous avons la plateforme de production Mari B qui serait aussi propriété conjointe, se trouvant juste sur la frontière. Nous discuterons plus en détail de ces champs dans la seconde partie de cette série.

Il est évident que si Gaza/Palestine étaient autorisés à revendiquer ce qui leur appartient légalement et si les Nations Unies les soutenaient fermement, nous verrions à Gaza et en Cisjordanie une transformation défiant l'imagination.

Pourquoi ce problème simple devient-il pour tout le monde un casse-tête ? Pourquoi les Casques bleus de l'ONU n'entrent-ils pas dans Gaza pour prendre le contrôle des frontières et une fois en place lever tout le bouclage de la Palestine par terre, mer et air ?

Je pense connaître la réponse qui a causé le même problème que dans les Balkans et au Liban. Tous les lieux ont été bombardés avec des armes de nouvelle technologie contenant des composants d'uranium appauvri (UA) ou enrichi (UE). Tous les lieux ont servi de bancs d'essai pour des armes fabriquées aux Etats-Unis. Quel Casque bleu sensé se soumettrait à de telles contaminations ?

Comme nous le savons bien, les Casques bleus onusiens dans les Balkans ont été victimes de contamination à l'UA et beaucoup d'entre eux sont décédés depuis. Au Liban nous avons vu une situation similaire mais cette fois les FDI n'ont pas révélé qu'elles avaient utilisé de telles armes même si des échantillons récupérés après l'attaque de 2006 ont été testés positifs quant à l'usage d'armes UA/UE. Les Libanais et l'ONU ont supprimé cette information afin de mettre en place les forces de maintien de la paix. Il est évident que si ce personnel avait découvert la vérité, aucun soldat ne serait allé dans un tel environnement contaminé.

Il est très peu probable que nous voyions un jour des Casques bleus à Gaza ou en Cisjordanie. L'ONU, ajoutant l'insulte à l'injure via ses agences PNUE et PNUD, a maintenant commencé l'examen de toutes les structures bombardées et pendant l'année qui vient elle enlèvera et broiera les décombres. Les résidus hautement toxiques seront alors disséminés dans la bande de Gaza pour de nouvelles routes.

Comme je l'ai souligné, ceci contrevient à la politique normale du PNUE et du PNUD s'agissant de sites potentiellement contaminés : dans ce cas, comment a-t-on pu l'autoriser ? Pourquoi ces deux autorités sont-elles autorisées à créer une vaste contamination secondaire d'aérosols se dispersant une fois encore dans toute la bande côtière et se diffusant donc dans les pays voisins comme Israël, l'Égypte, la Jordanie et le Liban ? Il est extrêmement difficile d'établir quel sera le bilan final des morts à partir de l'action initiale commise par Israël (Plomb Durci) et comment cette contamination secondaire (par le PNUE/PNUD) affectera la région toute entière voire davantage.

Gaza n'a pas besoin d'un don ni d'une aide médiocre alors qu'il possède de si vastes réserves. Il peut avoir tout ce qu'il veut si on lui laisse la même chance qu'à n'importe quel autre pays de puiser dans ses propres ressources ... plutôt que laisser Israël lui voler son avenir. Quand nous voyons toute l'aide envoyée par bateau ou par convoi on comprend facilement que dans la plupart des cas elle ne passe pas ... pourquoi ? Parce qu'Israël ne l'autorise pas à passer ? Il contrôle toutes les frontières (même la frontière prétendument contrôlée par l'Égypte) et a reçu du Président Abbas le contrôle des eaux offshore.

Nous devrions cesser de gaspiller ces importantes sommes d'argent en aide qui du reste finit fréquemment en vastes stocks dans le désert, soit parce qu'elle est périmée ou que les autorités ne permettent pas de la maintenir dans de bons entreposages et qu'elle se périmé. Est-ce là une juste manière de traiter des dons charitables venus du monde entier ?

Alors quelle est la solution simple ? ...Permettre à Gaza d'acheminer son propre gaz naturel dans la bande de Gaza. Permettre à la richesse issue de ces ressources de financer de grands projets comme une grande usine de gaz domestique, une grande usine de gaz naturel liquéfié (GNL), la construction de nouvelles centrales thermiques à turbines à gaz (au gaz naturel), la promotion de nouvelles entités industrielles de coentreprises fonctionnant au gaz naturel et ensuite la création d'un système de transports publics fonctionnant également au gaz.

Comme on voit, Gaza pourrait avoir un avenir très prospère mais le permettrons-nous, communauté internationale, et quel prix le peuple palestinien devra-t-il payer ? Une chose est sûre : les Nations Unies doivent admettre qu'elles ont lamentablement échoué en Palestine...